

Consultation sur les rythmes scolaires : une mascarade !



Les vrais chiffres de l'éducation



Le budget de l'Education Nationale continue d'augmenter, mais l'investissement éducatif est en berne. En effet, depuis le milieu des années 1990, la part du budget de l'Education Nationale dans le PIB est passée de 7,6% à 6,6%.

Rien d'étonnant donc à ce qu'en France, la dépense moyenne pour un élève de l'école primaire soit en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Par exemple, en France, un élève coûte 5500 € contre 7 700 € en Suède !

Depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence (2007) et sa doctrine du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, 100 000 postes ont été supprimés dans la fonction publique dont 30 000 postes d'enseignants.

Or, le taux d'encadrement dans les écoles françaises est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Dans le primaire, le nombre d'élèves moyen par enseignant est de 19,9 en France, contre 14,4 en Finlande ou 12,2 en Suède souvent cités en exemple.

En France, les élèves de milieux défavorisés sont 4,3 fois plus nombreux à avoir un faible niveau en mathématiques que les élèves de milieux favorisés. Comment envisager la réduction de cet écart quand la réforme du samedi matin a entraîné la perte de 3 semaines de classe par an, soit presque une année scolaire sur l'ensemble de la scolarité primaire, et ce, pour l'ensemble des élèves du territoire.

Cette situation ne va pas s'arranger puisque d'une part le nombre d'élèves scolarisés en primaire devrait augmenter dans les prochaines années (on prévoit 4000 élèves supplémentaires à la rentrée 2011) et d'autre part, le projet de loi de finances envisage de nouveau la suppression de 16000 postes d'enseignants pour la rentrée scolaire 2011 dont 9 000 dans les écoles (peut-être 80 postes en moins pour la Drôme !).

Consultation sur les rythmes scolaires : une mascarade !



Les conséquences pour l'école



- Les effectifs dans les classes vont donc augmenter et dégrader les conditions d'apprentissage, notamment pour les élèves les plus en difficulté.
- La suppression progressive des personnels d'aide à la direction (EVS), par la non reconduction d'une partie des contrats aidés, est en cours alors même que la charge administrative des directeurs est accrue.
- Les conditions de la scolarisation en maternelle vont continuer de se dégrader puisque la diminution de la scolarisation des enfants de deux/trois ans est déjà programmée.
- Les intervenants extérieurs de langues étrangères vont être totalement supprimés à terme dans les écoles.
- La formation continue des enseignants est presque inexistante alors même que la formation initiale des nouveaux enseignants disparaît.
- Les dispositifs de remplacement des enseignants absents vont être dégradés au profit du recrutement de personnels vacataires.
- Les RASED sont amenés progressivement à disparaître puisque les départs en formation ne sont pas assurés.

Se battre pour l'école ne se résume pas à débattre des rythmes

Le discours ministériel, largement repris par les médias, tend à laisser penser que « les rythmes » sont les principaux, voire les uniques responsables de l'échec scolaire d'un nombre important d'élèves. Or, les rythmes scolaires ne sont qu'un facteur parmi d'autres de la réussite ou de l'échec.

Le prisme des rythmes ne doit donc pas être un alibi pour imposer des éléments de réforme ayant d'autres objectifs que celui-là et notamment être utilisé pour trouver de nouveaux « gisements » de moyens à récupérer.